



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cameroun

Question écrite n° 66549

Texte de la question

M Theo Vial-Massat attire l'attention de M le ministre delegue a la cooperation et au developpement sur les conditions dans lesquelles se sont deroulees les elections presidentielles au Cameroun. L'opposition ainsi que des observateurs etrangers ont constate de nombreuses fraudes et irregularites qui auraient profite a un candidat. Depuis, les arrestations brutales et arbitraires se poursuivent dans les rangs de l'opposition, la presse est baillonnee, les libertes et les droits de l'homme sont continuellement bafoues. La Communaute europeenne a clairement denonce les fraudes electorales et la repression au Cameroun aussi il lui demande de rendre publiques les conclusions du rapport de l'equipe francaise d'experts sur l'election du chef de l'Etat camerounais.

Texte de la réponse

Reponse. - L'annee 1992 a ete au Cameroun le theatre, apres vingt-deux ans de regime du parti unique, des premieres elections pluralistes. En avril, les legislatives ont vu entrer au parlement trois nouveaux partis, le RDPC (ex-parti unique) n'obtenant qu'une majorite relative. En octobre se sont deroulees les elections presidentielles, avec la victoire du president Biya (39,9 p 100) devant M John Frundi (35,9 p 100), president du SDF (social democratic front, qui avait boycotte les legislatives). Ces resultats, proclames par la cour supreme, ont ete contestes par le leader du SDF qui s'est proclame le veritable vainqueur, a l'inverse de l'autre opposant, M Bello Bouba (UNDP), qui s'est incline devant ces resultats. Le SDF s'est notamment plaint de fraudes diverses (cartes d'election douteuses, insuffisance de bulletins de votes, laxisme dans le controle des listes), critiques reprises par le NDI (national democratic institute) proche du parti democrate americain. S'il est probable que des fraudes ont eu lieu, il est difficile, d'une part, d'en evaluer l'ampleur, d'autre part d'affirmer qu'elles n'ont profite qu'a un seul candidat, meme si l'on peut penser que le pouvoir en place etait mieux arme pour en tirer profit. Suite a la proclamation des resultats, des incidents ont eclate, notamment dans la province du Nord-Ouest (au moins deux morts et plusieurs blessees). Le gouvernement a decide d'instaurer l'etat d'urgence a la fin du mois d'octobre et d'assigner a residence le leader du SDF, alors que les arrestations se multiplient et que des journaux etaient suspendus. Depuis, la situation a evolue vers un relatif apaisement : l'etat d'urgence a ete leve fin decembre, M Frundi a retrouve sa liberte de mouvement, comme l'essentiel des personnes arretees. Cependant, des journaux restent suspendus et des tensions politiques et sociales subsistent, liees tant au contexte politique qu'economique. S'agissant enfin de la publication d'un rapport d'experts francais sur l'election presidentielle, il n'y a pas eu de mission d'experts francais sur ce sujet.

Données clés

Auteur : [M. Vial-Massat Théo](#)

Circonscription : - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66549

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : coopération et au développement

Ministère attributaire : coopération et au développement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 1993, page 258